

Société de Commissaires aux Comptes

FORT ET ASSOCIES

32 Rue de la République – 62000 ARRAS

Société à Responsabilité Limitée
de Commissaire aux Comptes
Membre de la Compagnie Régionale de Douai

ASSOCIATION DIOCESAINE DE LILLE

**68 Rue Royale
59000 LILLE**

SIREN : 783.713.498.

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

EXERCICE CLOS AU 31 DECEMBRE 2023

FORT Pierre-Emmanuel

Expert Comptable Diplômé

Commissaire aux comptes inscrit

I.E.S.E.G.

D.E.S.S. de Gestion Comptable et Financière – PARIS II

Maîtrise es-sciences économiques – PARIS II

FORT François-Xavier

Expert Comptable Diplômé

Commissaire aux comptes inscrit

D.U. Droit de l'Entreprise – PARIS II

ASSOCIATION DIOCESAINE DE LILLE
68 Rue Royale
59000 LILLE
SIRET : 783.713.498.00013

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2023

Monseigneur,
Pères,
Mesdames et Messieurs les administrateurs,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association Diocésaine de Lille relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Observations

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note « Faits essentiels de l'exercice ayant une incidence comptable » de l'annexe des comptes annuels concernant le changement de méthode lié à l'établissement de l'état des avantages

et ressources en provenance de l'étranger et au traitement comptable de la donation la Canteleusienne.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Ainsi, nous portons à votre connaissance :

- La note sur la « Règles générales » mentionnée en page 3 et suivantes de l'annexe des présents comptes annuels précisant notamment le référentiel comptable utilisé et les méthodes utilisées pour les immobilisations et amortissements, les titres de participations et les fonds dédiés;
- Ainsi que la note de bilan sur les « Immobilisations financières » mentionnée en page 10 de l'annexe des présents comptes annuels précisant les règles de valorisation et de comptabilisation retenues.

Dans le cadre de notre appréciation des autres règles et principes comptables suivis par votre association, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables précisées ci-dessus et des informations fournies dans les notes de l'annexe et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

Sur la base des éléments disponibles à ce jour, nous avons procédé à l'appréciation des approches retenues par l'association décrites dans l'annexe et mis en œuvre des tests pour vérifier par sondage l'application de ces méthodes concernant :

- L'évaluation des engagements hors bilan et des fonds dédiés ;
- Le traitement des immobilisations et des amortissements conformément à la législation en vigueur ;
- L'évaluation des provisions pour risques et charges et plus particulièrement celles liées aux litiges en-cours ainsi qu'aux engagements pris vis-à-vis des prêtres aînés et des salariés en nous assurant du caractère approprié des informations mentionnées en annexes ;
- L'évaluation des titres de participation ;
- Le traitement comptable des actes juridiques de l'exercice ;
- Et concernant la méthodologie retenue pour la comptabilisation des legs.

De plus, en complément des diligences mises en œuvre pour nous assurer, par sondage, du respect des procédures recommandées par l'Association Diocésaine de Lille dans les paroisses, nous nous sommes assurés de la qualité des documents comptables communiqués par les paroisses et des contrôles mis en œuvre par les services internes.

Une attention particulière a été portée aux procédures mises en œuvre pour identifier les avantages et ressources en provenance de l'étranger.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtées dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux administrateurs

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Outre la mention communiquée dans notre paragraphe d'observations, nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion établi par votre Président et votre trésorier en collaboration avec votre Econome Diocésain et dans les autres documents adressés aux administrateurs sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Evêque en collaboration avec votre trésorier et votre économe diocésain.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Arras
Le 25 juin 2024
L'un des Gérants
Pierre-Emmanuel FORT

SARL FORT ET ASSOCIES
Commissaire aux Comptes
Membre de la Compagnie
Régionale de DOUAI

Bilan Actif

Actif		Au 31/12/2023			Au 31/12/2022
		Montant brut	Amort. ou Prov.	Montant net	
Actif immobilisé	Immobilisations incorporelles	Frais d'établissement			
		Frais de recherche et développement	40 000	40 000	
		Donations temporaires d'usufruit	223 236	207 897	15 339
		Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires ⁽¹⁾	1 461 430	187 858	1 273 572
		Immobilisations incorporelles en cours			
		Avances et acomptes			
		TOTAL	1 724 666	435 755	1 288 911
	Immobilisations corporelles	Terrains	720 533		720 533
		Constructions	105 388 178	53 493 115	51 895 063
		Inst. techniques, mat.out.industriels	11 358 525	7 902 808	3 455 716
Actif circulant		Immobilisations corporelles en cours	3 945 290	3 945 290	
		Avances et acomptes			
		TOTAL	121 412 527	61 395 923	60 016 604
		Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	2 586 700		2 586 700
	Immobilisations financières	Participations et créances rattachées	4 356 259	1 034 892	3 321 367
		Autres titres immobilisés	2 961 486		2 961 486
		Prêts	238 625	2 619	236 006
		Autres	10 812		10 812
		TOTAL	7 567 183	1 037 512	6 529 671
		Total I	133 291 079	62 869 191	70 421 887
Actif circulant		Stocks et en cours	234 174	3 612	230 562
	Créances ^{a)}	Créances clients, usagers et comptes rattachés	525 271	41 798	483 473
		Créances reçues par legs ou donations	1 962 312		1 962 312
		Autres	1 671 987	19 097	1 652 890
		TOTAL	4 159 571	60 895	4 098 676
	Divers	Valeurs mobilières de placement	30 498 647	285 712	30 212 935
		Instruments de trésorerie			
		Disponibilités	10 090 455		10 090 455
		Charges constatées d'avance ⁽⁴⁾	178 206		178 206
		Total II	45 161 056	350 219	44 810 836
Frais d'émission des emprunts III					
Primes de remboursement des emprunts IV					
Ecart de conversion Actif V					
TOTAL DE L'ACTIF (I+II+III+IV+V)		178 452 135	63 219 411	115 232 723	115 539 521
Renvois	(1) Dont droit au bail (2) Part à moins d'un an (brut) des immobilisations financières (3) et (4) Dont à plus d'un an (brut)				



Bilan Passif

Passif		Au 31/12/2023	Au 31/12/2022
Fonds propres	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires	214 366	214 366
	Fonds propres complémentaires	6 169 439	6 169 439
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires	2 230 000	1 450 000
	Écarts de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles	874 146	874 146
	Réserves pour projet de l'entité	108 449	108 449
	Autres	43 238 365	42 467 384
	Report à nouveau	10 379 473	12 333 067
Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)		493 689	-1 182 612
Situation nette (sous-total)		63 707 931	62 434 242
Fonds propres consommables			
Subventions d'investissement		401 664	312 871
Provisions réglementées			
Total I		64 109 596	62 747 113
Autres fonds propres	Montant des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
Total I bis			
Fonds dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations	4 192 229	4 272 643
	Fonds dédiés	1 707 843	1 507 182
Total II		5 900 073	5 779 825
Provisions	Provisions pour risques	220 000	220 000
	Provisions pour charges	10 852 263	10 628 010
Total III		11 072 263	10 848 010
Dettes	Emprunts obligataires et assimilés		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit ⁽¹⁾	25 301 953	27 166 356
	Emprunts et dettes financières diverses ⁽²⁾	2 411 769	2 165 165
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	812 801	1 354 120
	Dettes des legs ou donations	380 435	366 623
	Dettes fiscales et sociales	1 030 383	1 043 232
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	371 458	532 379
	Autres dettes	3 708 891	3 459 246
	Instruments de trésorerie		
	Produits constatés d'avance	133 097	77 446
Total IV		34 150 790	36 164 571
Écart de conversion Passif V			
TOTAL DU PASSIF (I+I bis+II+III+IV+V)		115 232 723	115 539 521
Renvois	(1) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques	2 056 473	2 161 616
	(2) Dont emprunts participatifs		



DIOCESAINE DE LILLE

Compte de résultat

		Du 01/01/2023 Au 31/12/2023 12 mois	Du 01/01/2022 Au 31/12/2022 12 mois
Produits d'exploitation	Cotisations	39 820	34 302
	Ventes de biens et services		
	Ventes de biens	1 270 931	1 188 079
	<i>dont ventes de dons en nature</i>	7 159	8 999
	Ventes de prestations de service	4 061 294	2 866 120
	<i>dont parrainages</i>		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	47 559	49 228
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels	11 266 783	11 898 912
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie	5 857 419	2 626 034
	Contributions financières	482 972	415 298
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	2 151 016	2 172 727
	Utilisations des fonds dédiés	349 207	495 359
	Autres produits	4 124 294	3 975 462
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION I		29 651 299	25 721 525
Charges d'exploitation	Achats de marchandises	1 074 402	994 588
	Variation de stocks	-40 260	-37 710
	Autres achats et charges externes (1)	12 621 224	10 622 928
	Aides financières	5 071 082	4 299 892
	Impôts, taxes et versements assimilés	1 124 611	1 131 092
	Salaires et traitements	6 763 461	6 872 773
	Charges sociales	2 180 328	2 166 593
	Dotations aux amortissements et aux dépréciations	5 274 645	4 589 381
	Dotations aux provisions	109 776	354 716
	Reports en fonds dédiés	549 869	591 650
	Autres charges	105 443	143 919
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION II		34 834 585	31 729 826
1. Résultat d'exploitation (I-II)		-5 183 285	-6 008 300

Édité à partir de L...05 Vs.15.0



Compte de résultat

		Du 01/01/2023 Au 31/12/2023 12 mois	Du 01/01/2022 Au 31/12/2022 12 mois
Produits financiers	De participations		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés	271 652	232 570
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	597 324	2 872
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	792 898	5 020 489
	TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS III	1 661 876	5 255 932
Charges financières	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	317 355	905 453
	Intérêts et charges assimilées	182 661	189 425
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	TOTAL DES CHARGES FINANCIERES IV	500 017	1 094 879
	2. Résultat financier (III-IV)	1 161 859	4 161 052
	3. Résultat courant avant impôt (I-II+III-IV)	-4 021 426	-1 847 248
Produits exceptionnels	Sur opérations de gestion	16 000	16 000
	Sur opérations en capital	4 664 630	717 065
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	163 967	1 056 023
	TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS V	4 844 597	1 789 088
Charges exceptionnelles	Sur opérations de gestion	53 574	38 638
	Sur opérations en capital	24 778	965 559
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	151 706	
	TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES VI	230 059	1 004 198
	4. Résultat exceptionnel (V-VI)	4 614 537	784 890
	Participation des salariés aux résultats VII		
	Impôts sur les bénéfices VIII	99 421	120 255
	Total des produits (I + III + V)	36 157 773	32 766 546
	Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	35 664 083	33 949 159
	EXCÉDENT OU DÉFICIT	493 689	-1 182 612
Évaluation des contributions volontaires en nature			
Contributions volontaires en nature			
	Dons en nature		
	Prestations en nature	149 570	134 454
	Bénévolat		
	Total	149 570	134 454
Charges des contributions volontaires en nature			
	Secours en nature		
	Mises à disposition gratuite de biens	149 570	134 454
	Prestations en nature		
	Personnel bénévole		
	Total	149 570	134 454



Annexe

Période du 01/01/2023 au 31/12/2023



ASS DIOCESAINE DE LILLE

Annexe aux comptes annuels

Date de clôture : 31/12/2023 ✓



Table des matières

1	Principes et méthodes comptables	3
2	Informations relatives aux postes du bilan et du compte de résultat	8
2.1	Actif immobilisé	8
2.1.1	État de l'actif immobilisé (brut)	9
2.1.2	Amortissements de l'actif immobilisé	11
2.1.3	Dépréciations de l'actif immobilisé	12
2.1.4	Informations relatives aux filiales et participations	12
2.2	Actif circulant	14
2.2.1	Actif circulant / dépréciations	14
2.2.2	Charges constatées d'avance et écarts de conversion d'actif	15
2.3	Dépréciation de l'actif	15
2.4	Fonds propres	16
2.4.1	Fonds propres (hors report à nouveau et résultat de l'exercice)	17
2.4.2	Autres fonds propres	18
2.5	Provisions, fonds dédiés, autres passifs	19
2.5.1	Provisions	19
2.5.2	Passifs non comptabilisés	21
2.5.3	Fonds dédiés	21
2.6	État des échéances des créances et des dettes à la clôture de l'exercice	22
2.6.1	Compte de résultat – Ventilation des produits d'exploitation	25
i.	Contributions volontaires en nature	25
2.6.2	Legs, donation et assurance-vie	25
2.6.3	Précisions sur la nature, le montant et le traitement de certaines charges et produits	27
i.	Charges et produits exceptionnels	27
5.1	Informations relatives à l'effectif	28
6	Autres informations relatives aux opérations et engagements hors bilan	29
6.1	Engagements financiers donnés et reçus	29
7	Etat des avantages et ressources provenant de l'étranger	31



1 Principes et méthodes comptables

❖ Règles et méthodes comptables

Désignation de l'association : DIOCESAINE DE LILLE

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2023, dont le total est de 115 232 723 EURO et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégagant un bénéfice 493 689 EURO. L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2023 au 31/12/2023.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 31/12/2023 par les dirigeants de l'association.

Activité

L'Association Diocésaine de Lille a pour but de subvenir aux frais et à l'entretien du culte catholique sous l'autorité de l'évêque en communion avec le Saint-Siège et conformément à la constitution de l'Eglise catholique. Son fonctionnement est en conformité avec les lois canoniques.

L'Association se propose en particulier les objets suivants :

L'acquisition, la location ou l'administration des édifices qu'elle juge opportun d'avoir à sa disposition ;

L'acquisition, la location et l'administration des immeubles destinés au logement de l'Evêque, des bureaux de l'Evêque, des curés et des vicaires, ainsi que des prêtres aînés ou infirmes ; pourvoir au traitement d'activité et, éventuellement, de retraite des ecclésiastiques occupés au ministère par nomination de l'autorité compétente, ainsi qu'aux honoraires dus aux prédicateurs et aux salaires des employés d'Eglise.

Les ressources de l'association sont :

- 1) les cotisations de ses membres,
- 2) les produits des tronc ainsi que des quêtes et collectes autorisées par l'Evêque pour les besoins de l'association,
- 3) les revenus des fondations pour cérémonies et services religieux,
- 4) dans les églises dont l'association a la propriété, l'administration ou la jouissance, les rétributions ou offrandes, notamment à l'occasion des cérémonies et services religieux,
- 5) le revenu de ses biens meubles et immeubles,
- 6) les produits des dons et legs et généralement toutes les ressources qui ne sont pas interdites par la loi.

Enfin, la plupart des lieux de Culte font l'objet d'une affectation perpétuelle à l'Evêque pour l'exercice du culte. L'Association Diocésaine reste néanmoins propriétaire de quelques lieux de Culte dont elle assume l'entretien.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2023 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement ANC N°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et fonds de dotations et dans le respect des recommandations comptables de la Conférence des Evêques de France.



Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Présentation des comptes

Les documents dénommés états financiers comprennent :

Le bilan

Le compte de résultat

L'annexe

Ces documents forment un tout et sont certifiés en tant que tel.

Trésorerie

Les soldes créditeurs et débiteurs des comptes bancaires faisant l'objet de convention de fusion auprès des établissements bancaires ont été compensés.

Fonds dédiés

Ressources affectées à un investissement : l'OEC et la CNCC considèrent que dès que l'investissement est fait, le projet est réalisé et les fonds dédiés doivent être entièrement repris. (Association, guide CNCC et CSOEC, 9-2011, p 202).

Au 31.12.2023, on compte 21 fonds dédiés non mouvementés depuis plus de 2 ans pour un total de 79.2K€ dont 4 sur le siège (23.6K€) et 19 sur les paroisses (55.6K€).

La liste des fonds dédiés non mouvementés est la suivante :

- Moquette Eglise de Méteren : 2 890 Paroisse St Benoit des Monts
- Aménagement crèche : 385 € ND de l'Espérance
- Installation d'une sonorisation dans l'Eglise Wez Macquart : 4 000 € ND de l'Espérance
- Réparation orgue de la paroisse : 143 € Notre Dame de la Lys
- Travaux d'agrandissement d'une salle paroissial à Gesquière : 10 000 € Coudekerque
- Installation d'une soubasse à l'orgue de St Séphirin à Rosendael : 351 € St FIACRE
- Travaux pour l'Eglise St Martin : 2 840 € St Gilles en Dunkerque
- Orgue : 3 952 € Saint Gilles en Dunkerque
- Rénovation de l'orgue : 965 € Rives de l'AA
- Sono Eglises : 470 € Rives de l'AA
- Aménagement Eglise : 288 € St Jean en Weppes
- Renouvellement des chaises St Pierre St Paul : 274 € Lille Saint Augustin
- Achat d'un orgue de cœur : 823 € Lesquin



- Réparation Chauffage de l'Eglise St Jean Bosco : 3 119 € Mons
- Rénovation de l'Eglise Sainte Camille : 16 243 € Saint André Saint Camille
- Achat d'un orgue : 935 € Hem Bonne Nouvelle
- Tryptique Sacré Cœur : 235 € Frédéric Ozanam
- Don pour voyage Dabire : 500 € Roubaix Trinité
- Aménagement Espace Liturgique de l'Eglise SC, rénovation Chemin de l'église St Louis : 6 844 € Tourcoing St Pierre
- Restauration Notre Dame des Anges : 300 € Tourcoing St Pierre
- Exposition CARO/collection DELAINE : 464 € Siège
- Sauvetage toiles peintes et chemin de croix Eglise St Gérard Wattrelos : 2 090 € Siège
- Création d'un lieu de cule Port Ouest Dunkerque : 326 € Siège
- Travaux oratoire Eglise St Martin Dunkerque : 8675 € Siège
- Béatification Philibert Vrau : 12 114 € Siège

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en EURO.

Ces fonds dédiés n'ont pas été utilisés car il existe un délai de mis en œuvre des projets ou un délai pour engager les dépenses.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- Constructions : 30 à 50 ans
- Agencements des constructions : 10 à 20 ans
- Installations techniques : 4 à 10 ans
- Matériel et outillage industriels : 4 à 10 ans
- Matériel de transport : 3 à 4 ans
- Matériel de bureau : 3 à 10 ans
- Matériel informatique : 3 à 10 ans
- Mobilier : 1 à 10 ans.

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'association a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

Titres de participations et autres titres immobilisés

Les titres de participation sont évalués à leur coût d'acquisition y compris les frais accessoires.

Un amortissement dérogatoire est alors constaté afin de tenir compte de l'amortissement de ces frais accessoires.



La valeur d'inventaire des titres correspond à la valeur d'utilité pour l'entreprise. Elle est déterminée en fonction de l'actif net de la filiale, de sa rentabilité et de ses perspectives. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure au coût d'acquisition, une dépréciation est constituée du montant de la différence.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et les charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'association.

Engagement de retraite

La convention collective de l'association prévoit des indemnités de fin de carrière. Il n'a pas été signé un accord particulier.

❖ Faits caractéristiques

Faits essentiels de l'exercice ayant une incidence comptable

En 2023, l'association La Canteleusienne a fait don à l'Association Diocésaine de Lille de 2 biens immobiliers situés à Lambersart

- 51 avenue Debuire Du BUC évalué en pleine propriété pour 180 000 €. Ce bien a été apporté avec un contrat de location. Ce bien a été comptabilisé en fonds propres avec droit de reprise et en immobilisation incorporelle. Cet apport a été effectué sans contrepartie financière mais sous réserve que l'Association Diocésaine :
 - Ne vende pas le bien pendant l'existence de l'Association La Canteleusienne
- 28 rue Gabrielle Bouveur évalué en pleine propriété pour 600 000 €. Ce bien a été comptabilisé en fonds propres avec droit de reprise et en immobilisation incorporelle. Cet apport a été effectué sans contrepartie financière mais sous réserve que l'Association Diocésaine :
 - Affecte les salles paroissiales au service des activités paroissiales.

En 2023, l'Association Diocésaine a décidé d'abonder le fonds SELAM par l'intermédiaire de l'UADF à hauteur 504 000 €.

Suite à la loi n°2024-364 du 22 avril 2024 qui vient encadrer juridiquement les droits à congés payés des salariés pendant la maladie, il a été constaté dans les comptes 2023 une provision pour risques de 20 000 € concernant les litiges en cours.

Pour la première fois au titre du présent exercice, les présents comptes annuels mentionnent un état des charges et ressources en provenance de l'étranger établi dans le cadre des dispositions légales et réglementaires édictées par la loi confortant le respect des principes de la République. Ce document a été établi en fonction de nos connaissances en s'appuyant sur la résidence du donateur.



Autres éléments significatifs

PERIMETRE

Les comptes annuels de l'Association diocésaine de Lille au 31.12.2023 comprennent les entités suivantes :

- Le siège
- 9 établissements secondaires
- 106 paroisses
- 12 doyennés
- 36 mouvements et services subventionnés
- 90 mouvements non subventionnés

5 mouvements ont été créés en 2023 (contre 7 en 2022) et 4 mouvements ont été clôturés (contre 3 à 2022).

Il n'est pas à noter d'autre modification notable du périmètre sur 2023. Ces modifications sont sans impact sur la situation nette.

Les comptes de l'Association diocésaine reprennent le détail du patrimoine et des flux par nature de chaque entité sauf pour certains mouvements non subventionnés pour lesquels la comptabilité n'a pas été obtenue. Toutes les entités ont été incluses dans le périmètre si leur compte bancaire est ouvert au nom de l'Association et si elles sont placées sous sa responsabilité.

Comme pour l'exercice précédent, le périmètre de 2023 ne diffère pas de l'année 2022 dans la mesure où il a été possible d'obtenir l'intégralité des mouvements et services en 2023 comme en 2022.

Les comptes des associations qui ont une personnalité morale propre ne sont pas repris dans les comptes présentés ci-dessus même si elles sont subventionnées en totalité par l'Association Diocésaine de Lille.



2 Informations relatives aux postes du bilan et du compte de résultat

2.1 Actif immobilisé

À leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, la valeur des actifs est déterminée dans les conditions suivantes :

- Les actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition ;
- Les actifs produits par l'entité sont comptabilisés à leur coût de production ;
- Les actifs acquis à titre gratuit sont comptabilisés à leur valeur vénale ;
- Les actifs acquis par voie d'échange sont comptabilisés à leur valeur vénale.

Les subventions obtenues le cas échéant pour l'acquisition ou la production d'un bien (actif non financier) sont sans incidence sur le calcul du coût des biens financés



2.1.1 État de l'actif immobilisé (brut)

Immobilisations		Valeur brut début (A)	Augmentation s (B)	Diminutions (C)		Valeur brute fin (D)
				Sorties	Virements	
Imm. incorporelles	Frais d'établissement Total I	-	-	-	-	-
	Autres immobilisations incorporelles Total II	1 761 922	8 237	45 492	-	1 724 667
Immobilisations corporelles	Terrains	720 383	150	-	-	720 533
	Constructions	101 478 206	4 059 305	149 332	-	105 388 179
	Install. Tech., mat., outillage	5 080 662	562 117	24 022	-	5 618 757
	Install. générales, ag. Am. divers	1 255 953	6 438	-	-	1 262 391
	Matériel de transport	155 610	17 500	7 200	-	165 910
	Mat. bur., informatique, mobilier	4 164 849	146 618	-	-	4 311 467
	Immo. Corp. En cours	2 668 464	2 250 271	973 444	-	3 945 291
	Avances et acomptes	-	-	-	-	-
	Total III	115 524 127	7 042 398	1 153 997	-	121 412 528
Immobilisations financières	Participations	4 539 062	-	182 802	-	4 356 260
	Créances rattachées à des part.	-	-	-	-	-
	Autres titres immobilisés	2 961 486	-	-	-	2 961 486
	Prêts et autres immo. financières	426 674	71 093	248 329	-	249 438
	Total IV	7 927 223	71 093	431 132	-	7 567 184
Total général		125 213 272	7 121 728	1 630 621	-	130 704 379

Autres postes d'immobilisations incorporelles : 1 724 667 €

Dont donations temporaires d'usufruit : 223 236€

Les biens reçus par legs n'apparaissent pas dans le tableau ci-dessus.

Biens reçus par legs et donations destinés à être cédés : 2 586 700 €



Immobilisations corporelles

La valeur des éléments corporel de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, mais à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

Décomposition des terrains et immeubles au 31/12/2023 :

- Les terrains et immeubles canoniquement diocésains figurent pour une valeur brute de 14 600 977 €
- Les terrains et immeubles canoniquement paroissiaux figurent pour une valeur brute de 13 563 412 €

Il n'a pas été possible d'appliquer le règlement sur les actifs au regard de la décomposition des éléments corporels.

Immobilisations financières

Titres immobilisés

Les titres immobilisés au 31.12.2023 dont le montant total est de 3 765 697 € correspondent à :

- 1 428 titres (67.14%) de la SCI des Stations pour 2 176 972 € ;
- 1 289 titres de la SCI Place Jeanne D'arc pour 87 734 € ;
- 30 000 titres de la SCI Maison d'Eglise pour 1 500 001 € ;
- 1 000 parts sociales du Crédit Mutuel pour 1 000 € ;
- 99 parts sociales de la SCI Saint Luc pour 990 € ;
- 1 part sociale de la société coopérative d'intérêt collectif Enercoop pour 100 €.

Les titres immobilisés n'ont pas fait l'objet de provision pour dépréciation à la clôture de l'exercice mis à part ceux de la SCI Maison de l'Eglise dont la dépréciation s'élève à 796 699 €, soit une dotation de 60 863 € sur l'exercice 2023. (Aucun bénéfice ne sera réalisé sur cette SCI, la participation du diocèse sera perdue au terme de l'amortissement du bien). La dépréciation a été calculée uniquement sur les 15 000 titres déjà présents au 31/12/2017 dans la mesure où les autres titres ont été comptabilisés à 1€ et qu'au regard des actes conclus à ce jour, la valeur espérée de la SCI à l'issue du bail à construction est nulle.

Le cas échéant, les titres seraient dépréciés par voie de provision pour tenir compte de leur valeur actuelle à la clôture de l'exercice.

L'Association Diocésaine lors de la souscription de 1 250 parts SIPAREX s'est engagée à verser 1 032K€ dont 1071 K€ sont versés au 31/12/2023. Le montant restant à verser de 179 K€ est comptabilisé en compte 269 " Versements restant à effectuer sur les titres de participation non libérés ".

Créances immobilisées

Les prêts, dépôts et autres créances ont été évalués à leur valeur nominale. Les créances immobilisées ont le cas échéant été dépréciées par voie de provision pour tenir compte de leur valeur actuelle à la clôture de l'exercice.



2.1.2 Amortissements de l'actif immobilisé

Immobilisations		Amortissements début (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)	Amortissements fin (D)
Amortissements incorporelles	Frais d'établissement Total I	-	-	-	-
	Autres immobilisations incorporelles Total II	444 159	37 088	45 491	435 756
Amortissements corporelles	Terrains	-	-	-	-
	Constructions	48 893 457	4 733 614	133 956	53 493 115
	Install. Tech., mat., outillage	3 360 621	338 703	21 204	3 678 120
	Install. générales, ag. Am. divers	1 166 553	35 847	-	1 202 400
	Matériel de transport	107 691	15 875	7 200	116 366
	Mat bur., informatique, mobilier	2 771 634	134 289	-	2 905 923
	Immo. Grevées de droits	-	-	-	-
Total III		56 299 956	5 258 328	162 360	61 395 924
Total général		56 744 116	5 295 415	207 852	61 831 679

Autres postes d'immobilisations incorporelles : 435 756 €

Dont donations temporaires d'usufruit : 226 627 €



2.1.3 Dépréciations de l'actif immobilisé

Montant début	Montant début	Augmentations	Diminutions	Montant fin
Immobilisations incorporelles	-	-	-	-
Immobilisations corporelles	-	-	-	-
Immobilisations financières	813 565	223 947	-	1 037 512
TOTAL	813 565	223 947	-	1 037 512

2.1.4 Informations relatives aux filiales et participations

A. Renseignements détaillés concernant les filiales et participations

Filiales (+ de 50 % capital détenu)	Capital	Quote-part %	Valeurs comptables des titres détenus		CA Hors taxes	Prêts/avances non remboursés
	Rés. et report avant affect.	Dividendes	Brute	Nette	Résultats	Cautions
SCI 73 RUE DES STATIONS	3 414 858 €	63.75%	2 176 972 €		483 088 €	
	6 728 684 €		2 176 972 €		393 846 €	
	Observation :					
SCI PLACE JEANNE D'ARC	146 351 €	59.95%	87 734 €		335 939 €	
	1 482 701 €		87 734 €		14 981 €	
	Observation :					
SCI SAINT LUC	1 000 €	99%	990 €		55 007 €	
	-317 013 €		990 €		- 64 096	
	Observation :					



Participations (10 à 50% capital détenu)	Capital	Quote-part %	Valeurs comptables des titres détenus		CA Hors taxes	Prêts/avances non remboursés
	Rés. et report avant affect.	Dividendes	Brute	Nette	Résultats	Cautions
SCI MAISON DE L'EGLISE	3 700 000 €	40.54%	1 500 001 €			
	1 744 764 €		1 500 001 €		-150 132 €	
	Observation :					



2.2 Actif circulant

2.2.1 Actif circulant / dépréciations

Rubriques	Situations et mouvements			
	(A) Dépréciations au début de l'exercice	(B) Augmentations : dotations de l'exercice	(C) Diminutions : reprises de l'exercice	(D) Dépréciations à la fin de l'exercice
Stocks	1 441	2 172	-	3 612
Usagers	39 000	2 798	-	41 798
Autres	802 041	23 984	521 215	304 810
TOTAL	842 482	28 954	521 215	350 220



2.2.2 Charges constatées d'avance et écarts de conversion d'actif

2.2.2.1 Charges constatées d'avance

Nature	Montants		
	Exploitation	Financier	Exceptionnel
Charges constatées d'avance	178 207		

2.2.2.2 Produits à recevoir

	Montant
Etat – Produits à recevoir	312 349
Divers Produits à recevoir	249 154
Produits à recevoir SolidFoy Nazar	10 240
Produit à recevoir Valdocco	75 000
CAVIMAC à recevoir	3 432
Produits à recevoir autres	275 158
Total	925 333

Concernant la subvention de la DRAC, il existe un risque de non-recouvrement pour un montant de 312 349 €.

2.3 Dépréciation de l'actif

Rubriques	Situations et mouvements			
	Dépréciations au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises de l'exercice	Dépréciations à la fin de l'exercice
Immobilisations corporelles				
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations financières	810 945	300 057	76 110	1 034 893
Stocks	1 441	2 172		3 612
Usagers	39 000	2 798		41 798
Autres	802 041	23 984	521 215	304 810
TOTAL	1 653 427	329 011	597 325	1 385 113

Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement ont été évaluées à leur coût d'acquisition à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.



En cas de cession portant sur un ensemble de titres de même nature conférant les mêmes droits, la valeur des titres a été estimée selon la méthode FIFO (premier entré, premier sorti).

Informations sur le mode et la méthode d'évaluation :

Les valeurs mobilières de placement ont été dépréciées par voie de provision pour tenir compte :

- Pour les titres cotés, du cours du derniers mois de l'exercice
- Pour les titres non-cotés, de leur valeur probable de négociation à la clôture de l'exercice

Au 31 décembre 2023, la répartition des plus ou moins-values latentes pour le siège est la suivante :

- Plus-values latentes : 15 037 962 €

Il n'y a pas de plus ou moins-values latentes dans doyennés.

2.4 Fonds propres

La présentation des fonds propres dans le bilan est normée dans le règlement ANC n°2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général et appliquant les dispositions particulières du règlement ANC n° 2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Le résultat comptable ne pouvant être attribué aux adhérents, qui n'ont aucun droit individuel celui-ci, le résultat positif est appelé « excédent » et le résultat négatif « déficit ». L'instance statutairement compétente se prononce sur l'affectation de l'excédent ou déficit.

Aucune distinction n'est faite entre le résultat définitivement acquis ou celui sous contrôle des tiers financeurs, soit pouvant être repris par un tiers financeur.

Une seule ligne est consacrée au résultat global de l'exercice sous la rubrique des fonds propres.

La contrepartie de la comptabilisation des biens, des dettes et des provisions provenant de legs ou de donation est :

- En fonds propres sans droit de reprise lorsqu'il existe une stipulation du testateur ou du donateur de renforcer les fonds propres de l'entité
- En produits dans le cas contraire.



2.4.1 Fonds propres (hors report à nouveau et résultat de l'exercice)

L'apport sans droit de reprise implique la mise à disposition définitive d'un bien. Pour être inscrit en fonds propres, cet apport doit correspondre à un bien durable utilisé pour les besoins de l'association. Dans le cas contraire, il est inscrit en résultat.

Variation des fonds propres	A l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat		Augmentation		Diminution ou consommation		A la clôture de l'exercice
	Montant	Montant	Dont générosité du public	Montant	Dont générosité du public	Montant	Dont générosité du public	Montant
Fonds propres sans droit de reprise	6 383 807	-	-	-	-	-	-	6 383 807
Fonds propres avec droit de reprise	1 450 000	780 000	-	-	-	-	-	2 230 000
Ecart de réévaluation	-			-		-		-
Réserves	43 449 980	770 981	-	-		-		44 220 962
Report à nouveau	12 333 068	1 953 594	-	-		-		10 379 474
Excédent ou déficit de l'exercice	-1 182 613	1 676 302	-	-	-	-	-	493 690
Dotations consommables	-	-	-	-	-	-	-	-
Subventions d'investissement	312 871			88 793		-		401 664
Provisions réglementées	-			-		-		-
TOTAL	62 747 113	1 273 690	-	88 793	-	-	-	64 109 596



2.4.2 Autres fonds propres

Libellé	Solde au début de l'exercice	Augmentation	Diminution	Solde à la fin de l'exercice
Fonds propres avec droit de reprise				
Apports	1 450 000	780 000		2 230 000
Legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés (avec charges)				
Résultats sous contrôle de tiers financeurs				
Écarts de réévaluation				
Subventions d'investissements sur biens non renouvelables (par l'organisme)				
Provisions réglementées				
Droit des propriétaires (commodat)				

L'apport avec droit de reprise implique la mise à disposition provisoire d'un bien au profit de l'organisme. La convention fixe les conditions et modalités de reprise du bien (bien repris en l'état, bien repris en valeur à neuf...). Cet apport est enregistré en fonds propres.

Sauf précision particulière dans le contrat, les apports avec droits de reprise sont repris par les apporteurs dans l'état où ils se trouveront à la fin du contrat d'apport ou à la dissolution de l'association.

En fonction des modalités de reprise, l'organisme enregistre les charges et provisions lui permettant de remplir ses obligations par rapport à l'apporteur.

Si les biens activés sont non renouvelables par l'entité qu'ils s'agissent de biens apportés sans droit de reprise ou de subventions d'investissement portant sur de tels biens (compte 13), le compte 1039 est débité par le crédit du compte 7573 d'autres produits de gestion courante pour un montant égal à celui des amortissements ou au rythme de l'amortissement (subventions).



2.5 Provisions, fonds dédiés, autres passifs

2.5.1 Provisions

Nature des réserves et provisions	Montant début (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)	Montant fin (D)
Provisions réglementées				
Provisions pour risques	220 000			220 000
Provisions pour charges	10 628 011	245 671	21 418	10 852 264
TOTAL	10 048 011	245 671	21 418	11 072 264

2.5.1.1 Provisions pour engagements de retraite et avantages assimilés

Aucun engagement n'a été valorisé en matière de pensions, compléments de retraite et indemnités assimilées.

Part des engagements qui ont fait l'objet de provisions : 10 463 244 EURO.

L'association n'a signé aucun accord particulier en matière d'engagements de retraite. Ces derniers se limitent donc à l'indemnité conventionnelle de départ à la retraite.

Au 31 décembre 2023, cette provision s'élève à 404 539 €.

Hypothèse de calcul retenues :

Le calcul de la provision pour engagement de retraite est évalué y compris par charges sociales (taux de 55% pour les cadres et taux de 40% pour les employés).

Le montant de l'engagement est calculé conformément au statut du personnel de l'Association Diocésaine de Lille.

Les hypothèses retenues sont les suivantes :

- Départ à la retraite à l'âge de 65 ans
- Taux de progression des salaires : 1%
- Taux d'actualisation : 3.17%
- Table de vie : Source INSEE 2013/2015 mixte

La méthode employée est celles des « unités de crédit projetées avec salaire fin de carrière ». Le calcul est fait salariés par salarié.

L'association diocésaine s'est engagée à subvenir aux besoins matériels des prêtres du jour de leur ordination jusqu'à leur décès. L'âge moyen de cessation d'activité d'un prêtre, matérialisée par le non-renouvellement de sa lettre de mission est de 75 ans. Sur la base du coût moyen d'un prêtre retiré, une provision a été constituée pour faire face à la charge future du diocèse. Cette charge est calculée en fonction de l'espérance de vie de chaque prêtre et de son nombre d'années d'activité.



Le coût par prêtre retenu correspond à la moyenne des coûts des trois derniers exercices afin de lisser les variations exceptionnelles sur certains postes de charges. La dotation ou la reprise de cette provision pour charge est comptabilisée en exceptionnel.

La table de vie a été actualisée avec la table Source INSEE 2012/2014 pour les hommes. Le coût moyen d'un prêtre retiré a été évalué au 31/12/2023 à 11 778€ par an. Au 31/12/2023, cette provision s'élève à 10 058 705€.



2.5.2 Passifs non comptabilisés

2.5.3 Fonds dédiés

Les fonds dédiés sont les rubriques du passif qui enregistrent, à la clôture de l'exercice, la partie des ressources, affectées par des tiers financeurs à des projets définis, qui n'a pas pu encore être utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard

Les sommes inscrites sous la rubrique « fonds dédiés » sont reprises en produits au compte de résultat au cours des exercices suivants, au rythme de réalisation des engagements, par le crédit du compte « report des ressources non utilisées des exercices antérieurs

Les principaux fonds dédiés au 31.12.2023 sont les suivants :

- Musée Diocésain des œuvres anciennes : 96 802€
- Formation des futurs prêtres : 564 228 €
- Prêtres âgés : 555 020 €
- Mission CDAS : 128 599 €
- Philibert Vrau : 12 114 €
- Association AREC : 35 298 €



2.5.3.1 Ressources liées à la générosité du public

	A l'ouverture de l'exercice (19)	Reports (689)	Utilisation (789)		A la clôture de l'exercice (19)	
			Montant global	Dont remboursements	Montant global	Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices"
Legs ou donations	4 244 770	2 302 207	2 370 087		4 176 891	
Fonds dédiés	1 507 182	549 869	349 208		1 707 843	
Donations temporaires d'usufruit	27 873		12 534		15 339	
TOTAL	5 779 826	2 852 077	2 719 295		5 900 074	

2.6 État des échéances des créances et des dettes à la clôture de l'exercice

ÉTAT DES CRÉANCES		Montant brut	À 1 an au plus	À plus d'un an
DE L'ACTIF IMMOBILISÉ	Créances rattachées à des participations	-		
	Prêts	238 625		238 625
	Autres	-		
DE L'ACTIF CIRCULANT	Créances Clients et Comptes rattachés	525 271	525 271	
	Autres	1 671 988	1 671 988	
Charges constatées d'avance		178 207	178 207	
TOTAL		11 726 756		

Créances de l'actif circulant – Autres :

Dont créances reçues par legs et donations : 1 962 313 €



ÉTAT DES DETTES		Montant brut	A 1 an au plus	A + d'1 an et 5 ans au +	A + de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles		-			
Autres emprunts obligataires		-			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	à 1 an maximum à l'origine	25 301 954	4 441 414		
	à plus d'1 an à l'origine	20 860 541	1 866 847	9 316 086	9 677 607
Emprunts et dettes financières divers		2 411 769			
Fournisseurs et comptes rattachés		812 801	812 801		
Dettes fiscales et sociales		1 030 384	1 030 384		
Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés		371 458	371 458		
Autres dettes		3 708 892	3 708 892		
Produits constatés d'avance		133 097	133 097		
TOTAL		-			

Emprunts souscrits en cours d'exercice	
Emprunts remboursés en cours d'exercice	1 836 076
Montant des divers emprunts et dettes contractés auprès des associés personnes physiques à la clôture	



Charges à payer

	Montant
Factures à payer	258 326
Intérêts cours sur emprunts	17 404
Personnel prov Congés Payés	277 510
Personnel Charges à payer CAVIMAC	81 643
Personnel Verst CPAM	3 067
Personnel RTT à payer	30 226
Charges soc/Prov CP	129 639
Organismes sociaux à payer	71 484
Charges soc/Prov RTT	13 951
Etat charges à payer	48 000
Divers charges à payer	788 747
CAVIMAC à payer	2822
Charges à payer à autres entités	345 204
Total	2 068 023

Produits constatés d'avance

Nature	Montants		
	Exploitation	Financier	Exceptionnel
Produits constatés d'avance	133 097		



2.6.1 Compte de résultat – Ventilation des produits d'exploitation

Les dépenses engagées avant que l'association ou la fondation ait obtenu la notification d'attribution de la subvention sont inscrites en charges sans que la subvention attendue puisse être inscrite en produits.

Les conventions d'attributions de subvention comprennent généralement des conditions suspensives ou résolutoires.

Une condition suspensive non levée ne permet pas d'enregistrer la subvention en produits.

Secteur d'activité	31/12/2023
Vente de marchandises (Vendeville, cierge, abonnements)	1 135 765 €
Cotisations Cathéchèse	193 306 €
Pèlerinages diocésains	1 617 631 €
Restauration hébergement MDA Merville	576 723 €
Revenus Immobiliers	1 633 963 €
Deniers, quêtes et dons	11 547 464 €
Troncs et Cierges	733 525 €
Services religieux et recommandations	2 059 693 €
Total	19 498 070 €

i. Contributions volontaires en nature

Selon les dispositions de l'article 211-2 du nouveau règlement 2018-06, les contributions volontaires en nature sont valorisées et comptabilisées si les 2 conditions suivantes sont remplies :

La nature et l'importance des contributions en nature sont des éléments essentiels dans la compréhension de l'activité de l'entité

L'entité est en mesure de recenser et valoriser les contributions volontaires en nature.

Au cas particulier, l'entité considère que les missions bénévoles réalisées en Eglise résultent du statut de baptisé qu'elles ne font que traduire en actes.

En conséquence, le recensement et la valorisation de ces missions bénévoles dans les comptes des Associations Diocésaines ne seraient pas compatibles avec ce statut.

Une information limitée aux diacres et laïcs en mission ecclésiale ouvrant dans des missions de support régulières pour la Curie est renseignée dans l'annexes des comptes annuels.

Les montants comptabilisés en classe 8 correspondent aux commodats. La méthode de valorisation qui a été retenue est la valeur locative de la taxe foncière multipliée par 2.

2.6.2 Legs, donation et assurance-vie



PRODUITS	Montants
Montant perçu au titre d'assurances-vie	2 853 038
Montant de la rubrique de produits "Legs ou donations" définie à l'article 213-9	2 874 595
Prix de vente des biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	291 440
Reprise des dépréciations d'actifs reçus par legs ou donations destinées à être cédés	-
Utilisation des fonds reportés liés aux legs ou donations	2 370 087
TOTAL	8 389 160

CHARGES	Montants
Valeur nette comptable des biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	229 533
Dotation aux dépréciations d'actifs reçus par legs ou donations destinés à être cédés	-
Report en fonds reportés liés aux legs ou donations	2 302 207
TOTAL	2 531 740

Les legs particuliers sont inscrits dès l'acceptation par le CA. La demande de délivrance est faite le lendemain de l'acceptation.



2.6.3 Précisions sur la nature, le montant et le traitement de certaines charges et produits

Honoraires des commissaires aux comptes

	CAC 1	CAC 2
Au titre de la mission de contrôle légal des comptes	20 000	
Au titre d'autres prestations		
Honoraires totaux	20 000	

i. Charges et produits exceptionnels

	Charges	Produits
Autres charges exceptionnelles sur opérations de gestion	53 574	
Valeur nette comptable des éléments d'actif cédés	18 193	
Charges exceptionnelles	6 585	
Subventions d'investissement virées au résultat		3 296
Produits de cession d'éléments d'actif		4 597 201
Autres produits		80 133
Provisions pour risques et charges	151 706	
Transfert de charges		163 967
TOTAL	230 058	4 844 597

Historiquement, une subvention était versée à l'ICL correspondant à la moyenne des quêtes commandées x 2. Cette subvention était versée à réception des comptes de l'ICL. N'ayant pas reçu les comptes de l'ICL pour les années 2021 et 2022, la subvention a donc été annulée.



5.1 Informations relatives à l'effectif

L'effectif moyen salarié y compris celui mis à disposition de l'entité se décompose ainsi, par catégorie.

	Personnel salarié
Cadres	26
Agents de maîtrise et Techniciens	
Employés	67
Ouvriers	
TOTAL	93

Les effectifs présentés ci-dessus sont calculés en équivalent temps plein et ne comprennent pas les effectifs des paroisses.

Le personnel salarié est le personnel de l'Association Diocésaine (Siège, Formation 74, Séminaire, Vendeville, Passerelle, Cathédrale, Pèlerinages Diocésains et Maison Diocésaine d'Accueil de Merville, Maison de l'Apostolat des laïcs, Pastorale de la communication, Officialité inclus).

L'association diocésaine subventionne le personnel de l'ALAP qui représente 97 ETP.

113 personnes travaillent pour les paroisses pour lesquelles la durée du temps de travail n'a pas pu être identifiée.

Répartition du personnel religieux au 31.01.2024 :

	-75 ans	+ 75 ans	Total
Prêtres	81	104	185
Diacres	84	25	109



6 Autres informations relatives aux opérations et engagements hors bilan

6.1 Engagements financiers donnés et reçus

Nature d'engagements	Donnés	Reçus
Travaux Cathédrale	1 866 000	
Réhabilitation et Extension rue Berthelot	330 000	
Nantissement	10 625 000	
Engagement Siparex	245 025	
Engagement Siparex II	419 950	
Autres engagements donnés	13 485 975	

Voir ci-dessous

- Différents contrats de commodat ont été passés avec des associations
- Nantissement de 625K€ au CIC de 65 parts Fonds Chrysole et Piat
- Nantissement de 1 001K€ à la Banque Postale de 1 112 parts de SCPI Atout Pierre Diversification
- Nantissement de 750K € à la Banque Postale sur le « compte Titres Nantis »
- Nantissement de 2 250K€ à la Banque Postale de 2 500 parts de SCPI Atout Pierre Diversification
- Nantissement de 6 000K€ au Crédit Agricole sur le compte de titres ordinaires.
- Suite à la souscription de 750 parts Siparex, l'Association Diocésaine s'est engagée à verser 533K€ dont 512K€ sont versés au 31/12/2022. Le montant restant à verser est de 20K€.
- Suite à la souscription de 500 parts Siparex II, l'Association Diocésaine s'est engagée à verser 500K€ dont 245K€ sont versés au 31/12/2022. Le montant restant à verser est de 255K€.
- Suite à l'octroi de subvention pour 373 K€ par la DRAC entre décembre 2017 et juillet 2019, l'Association Diocésaine s'est engagée à hauteur 1 866K€ de travaux pour la cathédrale.
- Suite à la signature du contrat d'Architecte avec l'Agence Larrondo architecte du 14/01/2017, l'Association Diocésaine s'est engagée à hauteur de 330K€ pour la rue Berthelot pour des travaux de réhabilitation et extension d'une maison.
- Suite à l'apport de la Congrégation des Filles de l'enfant Jésus du 5 septembre 2022, l'Association diocésaine s'est engagée à garantir un accompagnement



spirituel en nommant et en salariant un animateur de vie spirituelle pendant une durée de 20 ans

- Suite au legs BESEGHEER, l'Association Diocésaine de Lille s'est engagée à reverser 3 trentains aux missions des diocèses du Cameroun.
- Suite au legs LESAFFRE, l'Association Diocésaine de Lille s'est engagée à célébrer des messes pour 3 100 €
- Suite à l'apport de l'Association la Canteulesienne, l'Association diocésaine s'est engagée à ne pas vendre les immeubles.

Engagements reçus

Suite à la réforme du plan comptable, les engagements liés aux legs et donations temporaires apparaissent désormais au niveau de l'actif.

Crédit-bail

Compte tenu du caractère non significatif des redevances de crédit-bail comptabilisées et des informations à notre disposition, il n'est pas nécessaire de fournir un tableau des engagements de crédit-bail.



7 Etat des avantages et ressources provenant de l'étranger

Etat contributeur	Montant perçu
Allemagne	415 €
Belgique	12 300 €
Espagne	20 €
Etats unis	20 €
Luxembourg	3 750 €
Pologne	300 €
Roumanie	470 €
Royaume Uni	55 €
Total	17 330 €